

Appui japonais de 2,1 millions USD au programme burundais de DDR

PANA, 19/02/2009 Bujumbura, Burundi - Tokyo compte débloquent un peu plus de 2,1 millions de dollars américains pour appuyer le programme national de Démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) d'ex-combattants de la guerre civile qui a ébranlé le Burundi ces dix dernières années, a annoncé, jeudi à Bujumbura, l'ambassadeur du Japon au Burundi avec résidence à Nairobi, au Kenya, Shigeo Iwatani. Lors d'une précédente visite au Burundi, le diplomate nippon avait fait savoir que son pays avait injecté quelque 70 millions de dollars US dans différents secteurs de la vie nationale au cours de ces six dernières années de reprise de la coopération bilatérale.

Le conseiller principal à la présidence de la République, chargé du programme DDR, Herman Tuyaga, a représenté le gouvernement burundais à la cérémonie protocolaire de signature du nouvel accord de don japonais. "Les défis à relever en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration restent énormes et nous ne pourrions les relever entièrement qu'avec l'aide de la communauté internationale", a déclaré à cette occasion le conseiller présidentiel. On estime généralement à plus de 40.000 éléments des ex-Forces armées burundaises (ex-FAB) et 35.000 autres combattants de six des sept anciennes rébellions qui ont pris part à la décennie écoulée de guerre civile, mais dont seulement un peu plus de 20.000 ont été à ce jour démobilisés et remis à la vie civile. Le conseiller principal de la présidence de la République a fait savoir que quelque 28.000 ex-combattants restent encore à démobiliser et 30.542 autres à réintégrer dans une nouvelle vie socio-économique. La Force de défense nationale (FDN) et la Nouvelle Police nationale du Burundi (PNB) devront, à la fin du processus de démobilisation et réintégration, compter respectivement sur des effectifs réduits de 25.000 et 15.000 éléments, prévoit le programme national de DDR. Parmi les 28.000 nouveaux candidats à la démobilisation, 21.000 sont des combattants supposés appartenir aux seules Forces nationales de libération (FNL, dernière rébellion encore active dans le pays), fait savoir un récent rapport du Secrétaire général au Bureau intégré des Nations unies au Burundi (BINUB). La FDN et la PNB, de leur côté, doivent encore élargir les effectifs en se comparant à 4.300 éléments en tout. Une assistance médicale est, par ailleurs, prévue pour 2.600 ex-combattants de la catégorie des handicapés de guerre, selon toujours le conseiller de la présidence de la République. La Banque mondiale (BM) reste le principal bailleur de fonds du programme national de DDR et doit encore débours 10 millions de dollars US d'ici avril 2009, selon le BINUB. Le rapport du BINUB fait état d'allégations de malversations qui auraient entaché la gestion des dizaines de millions de dollars de la BM destinés au programme national de DDR dont le responsable a d'ailleurs été changé dernièrement.